Macron ne démissionnera pas, il doit finaliser le fédéralisme européen

écrit par Jean Goychman | 14 décembre 2024

L’article de Jean Goychmann, paru il y a 2 jours chez nos amis de Minurne est très clair sur les enjeux européens du cirque actuel àl ‘Elysée et à Matignon. Il y a le feu au lac. Seul Philippot semble avoir compris les enjeux et l’urgence…

Christine Tasin

De Matignon à Bruxelles, une route bien balisée

Emmanuel Macron aime la dramatisation des situations. Il doit s’y sentir à l’aise. Il est le seul à pouvoir nommer le futur Premier ministre du gouvernement et il ne peut le faire qu’au terme d’un suspens destiné à accroître le caractère médiatique d’une opération qui, depuis qu’il a pris ses fonctions, tend à devenir banale tant ces Premiers

ministres se sont succédés rapidement.

UNE ABSENCE DE POLITIQUE

Les élections législatives consécutives à la dissolution de l'Assemblée Nationale ont rendu le pays ingouvernable. Aucun parti ne peut disposer d'une majorité absolue et seule une sorte de majorité « au coup par coup » peut permettre de valider les textes de lois sur des sujets de portée générale.

Dans ces conditions et compte-tenu des divergences majeures, voire irréconciliables, qui existent dans cette assemblée tripartite, on ne voit pas comment une politique permettant à notre pays de sortir de cette situation de blocage dans laquelle il se trouve enfermé pourrait être mise en œuvre.

L'unique recours serait que le peuple puisse s'exprimer sur une question binaire qui permettrait de retrouver une majorité populaire. Rappelons que, dans notre Constitution, la souveraineté populaire n'a que deux moyens d'expression : le référendum ou la représentation nationale, c'est à dire l'élection législative. Cette dernière n'ayant pas permis de donner un corps majoritaire à la souveraineté populaire et le référendum semblant à priori exclu, le fonctionnement normal de la Constitution n'est plus possible.

Emmanuel Macron pourrait démissionner et redonner ainsi la parole aux électeurs qui éliraient son successeur et ceci pourrait permettre de revenir dans le cadre constitutionnel de la souveraineté populaire qui se serait exprimée.

Emmanuel Macron estime qu'il n'a aucune raison de mettre un terme anticipé à son mandat, ce qui va faire perdurer cette situation d'ingouvernabilité de notre pays.

UNE NON-POLITIQUE EST-ELLE UNE POLITIQUE ?

Les trois blocs qui constituent l'Assemblée Nationale sont interprétés au moyen du prisme du clivage traditionnel « Gauche-Droite » avec une sorte de neutralité de ce point de vue d'un « bloc central » qui paraît tout à fait prédisposé faire émerger de ses rangs un futur Premier ministre.

Mais une autre interprétation est possible : celle d'un clivage qui, lui, serait né de la grande question jamais abordée et qui porte sur la nature même de l'Union Européenne, désignée sous le nom d'Europe par un abus de langage. Depuis plus de cinquante ans, toutes les décisions et les actions qui conduisaient vers une Europe intégrée n'ont jamais été faites dans la transparence.

Le dernier référendum portant sur cette question à vu son résultat escamoté et détourné alors qu'il avait été rejeté sans appel par le peuple français en 2005. En réalité, le véritable conflit est celui qui oppose une élite minoritaire euro-mondialiste à un peuple farouchement attaché à la souveraineté que lui donne la Constitution et ce clivage est transpartisan. Jusqu'à présent, seule Marine Le Pen l'a mis en évidence dans ses propos.

La politique de l'intégration européenne peut trouver un terrain très fertile dans cette situation. Emmanuel Macron n'a visiblement qu'un seul objectif qui est d'empêcher d'arriver aux affaires une personnalité qui serait opposée au fédéralisme européen et qui réduirait à néant tout ce qu'il a entrepris depuis sept ans. Il lui suffit de rester en place et de veiller à ce qu'un Premier ministre gère « les affaires courantes » en espérant que durant ce temps le fédéralisme européen ait suffisamment progressé pour devenir irréversible. Et il avance rapidement car la Commission Européenne, puissamment soutenue par un État profond américain devenu supranational, a décidé d'accélérer

les choses.

La signature du « Mercosur » et la disparition des restes de la souveraineté des nations qui constituent l'Union Européenne, notamment en créant un poste de commissaire européen à la défense sont des signes tangibles de cette volonté.

Ce marché européen de la défense rejoint les autres marchés européens, tel celui pourtant contesté et toujours actif de l'énergie, qui sont autant d'instruments de ce fédéralisme dont les peuples ne veulent pas. Cela explique aussi l'évolution de cette Union Européenne de moins en moins démocratique et de plus en plus autoritaire. Encore une fois on y retrouve la vision d'Emmanuel Macron d'une « Europe du droit et des règles ».

Or, il ne peut y avoir de cohabitation entre le droit dit par les juges et la souveraineté des peuples.

EMMANUEL MACRON VEUT GAGNER DU TEMPS

Il sait très bien, comme toute l'oligarchie qui a œuvré depuis la guerre à cette construction d'une Europe fédérale, que la géopolitique mondiale évolue à grands pas dans un sens différent de celui qu'ils souhaitent. Le monde multipolaire qui se dessine sonnera probablement le glas de leur projet mondialiste dans lequel s'est inscrite l'Union Européenne.

Emmanuel Macron doit occuper la place coûte que coûte afin d'empêcher que le peuple français ne se réapproprie le destin de notre nation. Il fera probablement tout ce qui est encore en son pouvoir pour l'éviter. On peut donc s'attendre à ce que le futur Premier ministre, à l'instar de son prédécesseur Michel Barnier soit du type « euro-conciliant ».

Jean Goychman

12/12/2024

https://www.minurne.org/billets/43769